

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de
l'environnement
de l'aménagement et du logement
Alsace

Unité territoriale du ...-Rhin
Equipe GT

Mulhouse, le 23 avril 2014

Le Directeur régional

à

Monsieur le Préfet du Haut-Rhin
Direction des Collectivités Locales et de
l'Environnement
Bureau des Installations Classées
7 rue Bruat – B.P. 10489
68020 COLMAR Cedex

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Objet : Garanties financières / société ALCOA ARCHITECTURAL PRODUCTS à MERXHEIM
PJ : un projet d'arrêté préfectoral complémentaire

- 1. Présentation du dispositif**
- 2. Présentation du site**
- 3. Proposition de l'exploitant**
- 4. Analyse de l'Inspection**
- 5. Proposition de l'Inspection**

1. Présentation du dispositif

Les carrières (1979), les établissements « seveso » seuil haut (1987), et les décharges (1993) sont de longue date tenus de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement en cas de défaillance de l'exploitant.

Depuis le 1er juillet 2012, le dispositif a été élargi et renforcé. Il vise les installations qui sont susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il s'agit notamment des installations qui mettent en œuvre des produits toxiques, comburants, explosibles, inflammables, combustibles, corrosifs, et certaines activités dans le domaine du textile, du bois, des minerais et métaux, de la chimie et des déchets (au-delà des décharges).

Le dispositif est défini par les articles L. 516-1 et 2, R.516-1 et 2 du code de l'environnement. Pour les établissements existants relevant de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application de 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, les garanties financières doivent être constituées à compter du 1^{er} juillet 2014 dans les conditions ci-après précisées. C'est de cette première catégorie d'établissements dont il est ici question. Pour les établissements relevant de l'annexe II du même arrêté, les garanties doivent être constituées à compter du 1^{er} juillet 2019. Ces dossiers seront étudiés ultérieurement.

Les garanties financières sont à établir par tranche :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières avant le 1^{er} juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant 4 ans soit jusqu'au 30 juin 2018,
- constitution de 100 % du montant initial à compter du 1^{er} juillet 2018.

Les garanties doivent répondre aux critères fixés par l'arrêté ministériel 31 mai 2005 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesure de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, commenté par la circulaire du 20 novembre 2013. Elles doivent prendre en compte :

- de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- de suppression des risques d'incendie ou d'explosion, vidange et inertage des cuves enterrées de carburants,
- d'interdiction et de limitations d'accès au site,
- de surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- de surveillance du site.

Pour l'ensemble de ces coûts, la formule d'indexation prévue à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susmentionné a été appliquée.

2. Présentation du site

La société ALCOA ARCHITECTURAL PRODUCTS à Merxheim produit des panneaux d'aluminium laqué et des panneaux composites constitués de 2 plaques d'aluminium laqué de part et d'autre d'une âme en polyéthylène.

L'établissement reçoit les tôles d'aluminium en bobines. Elles sont déroulées et assemblées bout à bout en formant un ruban continu qui traverse l'ensemble de la chaîne de laquage, l'aluminium est dégraissé puis laqué ou vernis sur une ou deux faces, le ruban passe dans un four de séchage et de cuisson, après refroidissement le ruban est enroulé en bobines. Les solvants sont aspirés au niveau des machines de laquage et dans le four puis sont détruits dans un oxydeur thermique,

l'établissement exploite deux lignes de laquage en continu.

Les eaux souterraines au droit du site sont surveillées depuis plusieurs années, aucune pollution des eaux de la nappe n'a été détectée.

L'objet du présent rapport est la constitution de garanties financières visant à couvrir les travaux de mise en sécurité et surveillance du site, en cas de défaillance de l'exploitant. Ces garanties ne se substituent pas aux précédentes mais viennent compléter le dispositif.

Elles visent à couvrir les frais d'évacuation des déchets et en-cours présents au sein des unités de fabrication, les frais de gardiennage du site, de diagnostic des sols et de surveillance des eaux souterraines.

3. Proposition de l'exploitant

Le coût total d'élimination des déchets et produits dangereux proposé par l'exploitant est de 102 046 € TTC, la majeure partie correspond à l'évacuation et le traitement des produits sur les lignes de fabrication (peintures, solvants, bains de décapage et de chromatation).

Les coûts de réalisation d'un diagnostic des sols et de la surveillance des eaux souterraines sont estimés à 62 779 € TTC, cette somme a été déterminée à partir des formules de calculs forfaitaires établies par le ministère de l'écologie.

4. Analyse de l'Inspection

L'inspection des installations classées retient après examen les propositions de l'exploitant.

Le montant de la garantie financière retenue est donc de 194 615 euros.

$$Mr = 1.10 (102\,046,51 + 1,06 (420 + 62\,778,5 + 7440)) = 194\,615$$

Avec TVAr = 20,6 % et indice TP01r = 702,2 (juillet 2013)

Le projet d'arrêté joint prescrit la constitution des garanties financières. Il fixe l'échéancier.